



Les **normes** nous tuent à petit feu

JACQUELINE GUENON-RICHARD (CÔTE-D'OR)

Messieurs les ministres et représentants du monde agricole français, la France est un beau pays qui, grâce à une production de qualité et de terroir, a su se construire *via* sa gastronomie une renommée internationale. Vous-mêmes, en haut lieu, vous la connaissez dans vos assiettes de tous les jours. Eh oui ! Ce sont ces artisans, producteurs, éleveurs qui portent haut cet étendard. Face à cela, la norme est devenue reine. **Il faut savoir que le grand Meccano des normes sanitaires, administratives ou environnementales est fait sur mesure pour satisfaire les exigences des grandes entreprises. Oui, il y a urgence à réagir face aux barquettes de plats préparés à base de faux fromages, de minerais de viande venus d'ailleurs, d'insectes, de soja, de conservateurs et autre chimie (question de vie ou de mort à long terme).** Pour le business de l'agroalimentaire, continuons à produire à bas coût et achevons la liquidation de nos éleveurs financés par l'argent public ! Pour repartir, il faut que l'État

« Le grand Meccano des normes est fait sur mesure pour les grandes entreprises »

finance les abattoirs publics afin de relancer le retour aux traditions locales, maintenir la valeur ajoutée aux éleveurs et créer l'emploi face aux abattoirs industriels qui dirigent tous les rouages de l'industrie alimentaire et sanitaire. Des chiffres à connaître : le nombre d'abattoirs en Allemagne (3 521), en Autriche (3 234), en Italie (1 657)... et en France (286). On ne peut pas mettre en place une politique Natura 2000 quand, de l'autre côté, on détruit l'élevage en ne reconnaissant pas son savoir-faire pour les produits alimentaires.

Les écologistes de l'extrême sont dans tous les ministères à l'heure actuelle. Où sont nos représentants du terroir et de la qualité avant que n'intervienne notre disparition ? Quand va-t-on vraiment valoriser et avoir une reconnaissance pour ces agriculteurs que l'on

plombe de lois sanitaires pour les maladies infectieuses, comme la phobie de la tuberculose (pécuniaire) ? Ceci sans oublier ces vaches gestantes avec leurs veaux pour déstabiliser le marché de la viande et satisfaire ces industriels. Vous savez, ce minerai à bas prix qui casse le marché des bons produits. De temps en temps, il faut approuver L214, c'est la honte de nos dirigeants. Avez-vous remarqué que, depuis quelques années, les normes prennent de l'extension dans tous les domaines alors que le nombre d'exploitations régresse ? Il ne faut pas oublier que la recherche a su manipuler la génétique des espèces végétales et animales pour avoir une plus grosse productivité, d'où l'emploi de produits phyto et pharmaceutiques dangereux et onéreux.

La norme fragilise le paysan face au cumul de tracasseries qui occasionnent insomnies, dépression, suicide, cancer, etc. La norme, un « grand mot » qui conduit à agrandir nos exploitations pour arriver à une spirale d'endettement. Résultat : mourir ou s'agrandir pour mieux disparaître quelque temps plus tard, étranglés par les industriels. On pousse toujours dans l'excès et le trop-plein : c'est ainsi qu'un produit d'exception devient un produit standard, industriel, qui tire le prix vers le bas. Faut-il faire un produit de goût limité par sa spécificité et son terroir ? Nous sommes englués dans une politique de bricolage façonnée par des fonctionnaires qui n'ont pas toutes les connaissances de notre métier.

Pour finir, nos dirigeants n'ont pas de vision correcte sur le long terme. Ils n'aident pas ceux qui privilégient une agriculture de qualité, mais ils continuent d'arroser largement ceux qui tuent les paysans en les lançant dans une course au plus bas coût à l'international. **Méfions-nous de ces grands groupes qui font du profit et sont dans l'univers de la bourse. Nos agriculteurs sont devenus les mendiants de l'Europe. Vous polluez à coup de lois, de directives, de circulaires la plus belle profession, celle qui nourrit les hommes. L'histoire vous jugera dans quelques années. À vous responsables et élus de redonner de la dignité aux paysans. Quant à leur confiance, c'est une autre affaire...**